

La Belgique a dit « non »... pour le moment

À chaque pays son processus

« *Aucun Parlement européen n'a étudié le CETA comme le nôtre l'a fait* » : l'affirmation matamoresque du président du Parlement wallon, André Antoine, ne l'est peut-être pas tellement : le feu vert au CETA a été donné en Europe de manière fort disparate. ■ **Phi. le.**

Réserve constitutionnelle

Saisie de plaintes, la cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe a autorisé l'entrée en vigueur provisoire du CETA, mais sous réserve, notamment, du maintien d'une possibilité de retrait du traité. Au Bundestag, les Verts et *die Linke* ont tenté de bloquer le CETA, mais la CDU d'Angela Merkel n'a pas plié. Et la contestation ne l'a pas emporté chez son allié social-démocrate. ■



Pas le sujet le plus urgent

Le gouvernement grec a suivi son ministre de l'Économie pour marquer son accord sur le CETA. Sans débat public sur le sujet, malgré les questions d'ONG et d'universitaires à son propos. « Les Grecs sont plus préoccupés par la dette, la baisse des retraites, ou le problème des réfugiés », nous glisse une interlocutrice. ■



Questions et réponses

Aux Pays-Bas comme dans d'autres pays européens, c'est au gouvernement qu'il appartenait de marquer son accord sur l'entrée en vigueur provisoire du CETA. Le traité de libre-échange a été évoqué une seule fois en commission du Commerce international du Parlement, où, le 7 octobre, une simple session de questions et réponses sur le sujet a eu lieu. ■

Libre-échange contre visas

En Roumanie, le Parlement ne s'est pas saisi du CETA : « *le président de la République et le gouvernement se sont contentés de discours au public* » nous glisse-t-on. Comme pour la Bulgarie, le feu vert a fait l'objet d'un troc : les Roumains n'auront plus besoin de visas pour entrer au Canada. ■



Le feu vert des sortants

Une situation particulière s'est produite en Croatie où c'est le gouvernement sortant qui a donné son feu vert au CETA lors de sa dernière réunion, disant qu'il l'avait transmis au Parlement, malgré des manifestations d'ONG hostiles sous ses fenêtres. La même coalition a été reconduite, et son point de vue sur le traité n'a pas changé. ■



Incertitude présidentielle

Les avis sont partagés en Autriche, avec des sociaux-démocrates du chancelier Kern opposés au CETA, et des conservateurs favorables. L'incertitude vient du futur président, à réélire en décembre : le populiste Norbert Hofer a annoncé qu'il ne signerait pas le traité ; son opposant, Alexander Van der Bellen, se tait. Mais les « Verts », dont il est proche, sont hostiles au CETA. ■



Renvoi à la ratification

Au Parlement slovaque, le CETA, contesté dans la rue, a été débattu, mais pas en détail, en plénière et en commissions. Les 90 députés et le gouvernement condamnaient la procédure de conciliation, puis, il y a dix jours, le gouvernement s'est ravisé, à la colère de l'opposition. Il a plaidé que ce point serait tranché par le parlement. Lors de la ratification du traité. ■

Une motion rejetée

Une communication sur la signature et l'entrée en vigueur provisoire du CETA a été faite le 13 septembre à la commission des Affaires européennes de l'Assemblée Nationale. Mais le débat de fond, en France, se fait sur la ratification des traités : une motion des « Verts » tentant de bloquer la signature a été rejetée, le 5 octobre, par la même commission. ■



Charles Michel a officiellement signifié à la Commission européenne que la Belgique n'était pas en état de signer le CETA jeudi. Même si Donald Tusk et les Canadiens y croient encore...

● Martial DUMONT

I n'aura fallu que 40 minutes de comité de concertation entre fédéral et régions pour faire le constat : la Belgique n'est pas en état de signer le traité commercial avec le Canada.

Du côté de Charles Michel, on stigmatise la Wallonie qui s'est tue, jouerait un petit jeu politique et ne propose pas de solutions alternatives, notamment sur la problématique des tribunaux d'arbitrage.

« Nous avons fait notre job. Nous sommes restés à 1000 pour cent disponibles pour tenter de trouver une solution, mais il n'était pas possible d'organiser une nouvelle réunion avec des contre-propositions » estime le Pre-

mier ministre.

Chez Magnette le discours n'a pas changé : on ne bosse pas sous ultimatum. Et on accuse Michel de jouer les notaires en actant simplement les positions sans tenter de relayer les critiques. « Nous étions en état de faire de contre-propositions. Je regrette que personne n'ait souhaité, du côté du gouvernement fédéral, ouvrir ces discussions » estime le ministre président wallon

Donc, la Wallonie continuera à dire non au CETA tant que sa voix ne sera pas entendue. Une réflexion qui vaut aussi pour la fédération Wallonie Bruxelles d'ailleurs, dont le ministre président Rudy Demotte est sur la même longueur d'ondes.

Cela dit, Magnette y croit tou-

jours.

Tout comme Donald Tusk, d'ailleurs, le président du conseil européen, qui estime qu'une signature du traité jeudi avec les Canadiens est toujours possible

« Ensemble avec le Premier ministre Justin Trudeau, nous pensons que le sommet de jeudi est toujours possible. Nous encourageons toutes les parties à trouver une solution. Il y a encore du temps », a assuré dans un tweet Donald Tusk après s'être entretenu au téléphone avec le dirigeant canadien. Selon une source européenne, l'annulation ou le report éventuel du sommet de jeudi ne signifieraient pas la fin du CETA, la Commission étant prête à laisser encore quelques semaines supplémentaires à la Belgique.

« La Belgique est encore dans un processus, celui d'établir sa position selon ses procédures institutionnelles », a expliqué de son côté Margaritha Schinas, porte-parole de la commission. « La Commission a le plus grand respect de ce processus », a-t-il assuré. ■

Pour Paul Magnette, négociateur sous un ultimatum est la pire des choses.

COMMENTAIRE

par **Martial DUMONT**

De quoi se plaint-on ?

Finalelement, de quoi se plaint-on :

- **Charles Michel** a pu dire une fois de plus que la Wallonie ne faisait pas son boulot.

- **La Wallonie** a pu dire une fois de plus que le fédéral ne faisait pas son boulot, demande du temps et va visiblement en recevoir.

- **La Commission**, qui dit détester les ultimatums (heureusement...) comprend parfaitement notre région et est prête à lui donner quelques semaines encore.

- **Donald Tusk** qui a mis le couteau sous la gorge de Magnette est aujourd'hui résolument optimiste.

- **Et les Canadiens dont le ministre du Commerce** a joué les pleureuses à bout de nerfs à l'Élysette, pense aussi que ça va le faire.

En fait ce CETA, c'est vraiment beaucoup de bruit pour rien...

RÉACTIONS

• Marc TARABELLA

député PS
Groupe de
l'Alliance
Progressiste des
Socialistes et
Démocrates

Marc Tarabella est « tout à fait en phase avec la position du PS en Wallonie : la procédure qui permettrait aux entreprises uniquement multinationales de s'opposer à des politiques nationales ; et la liste trop limitée de matières qui échappent à la privatisation, sont inacceptables ». Sur un CETA soumis tel quel au Parlement européen, son vote « serait négatif ». Minoritaire au sein de son groupe ? « La famille socialiste européenne ne me rend pas très fier pour l'instant, soupire le mayeur anthonnois. Mais, à l'époque, nous avons aussi été les premiers à dénoncer la directive Bolkenstein, et à convaincre de l'utilité de défendre les services publics ».

Phi. Le.

• Claude ROLIN

député cdH,
Groupe du
Parti
Populaire
Européen

« Cet ultimatum posé par le président du Conseil n'est pas malin. Il fallait laisser plus de temps aux négociations. Ce n'est pas un simple accord commercial où l'on discute de droit de douane. C'est une nouvelle génération d'accord avec des valeurs culturelles. Le débat a été plus vivant en Wallonie car ne plus de parlement, des acteurs comme les syndicats, les mutuelles, des ONG y ont participé. Alors oui, dans notre groupe européen, nous serons minoritaires (2 sur 215 !) mais notre position est connue depuis le début. Mais le rôle des minorités est important. Des éléments vont faire réfléchir. »

A.J.

• Hugues BAYET

Député PS
Groupe de
l'Alliance
Progressiste des
Socialistes et
Démocrates

« Il y a deux ans, c'est nous, députés européens PS, qui avons attiré l'attention du PS wallon sur les dangers que comportait le CETA » rappelle Hugues Bayet. L'élu européen PS partage donc la ligne du gouvernement wallon, et si le traité de libre-échange canado-européen était soumis tel quel au vote du Parlement européen, il ne le voterait pas. Contre l'avis majoritaire de son groupe ? « Dans toutes les familles, il peut y avoir des différences d'interprétation, élude le bourgmestre de Farciennes. Mais quatre ou cinq grands pays, qui ont des multinationales, ne doivent pas brider le débat ». **Phi. Le.**

• Pascal ARIMONT

Député CSP,
Groupe du
Parti Populaire
Européen

« Déjà en janvier 2015, CSP et cdH avaient dit que le texte du CETA en l'état n'était pas acceptable », rappelle Pascal Arimont. Si le traité, tel qu'il est, était soumis au vote, « j'y serais donc opposé », précise le député européen social-chrétien germanophone. Son groupe, le PPE, « ne partage pas » son point de vue « que je n'adopte pas par plaisir ». Mais il persiste. Conforté par une opposition germanophone au CETA ? « Notre gouvernement n'a pas de position claire sur le sujet, accuse-t-il. Il n'a pas voulu parler d'une motion de l'opposition CSP demandant l'abandon du CETA. Il se cache derrière la Région wallonne ».

Phi. Le.

• Marie ARENA

députée PS,
Groupe de
l'Alliance
Progressiste des
Socialistes et
Démocrates

« Cela fait 2 ans et demi qu'on prêche dans le désert. Nous sommes 60 sur 190 à avoir signé contre l'ISDS. Quand on critique les Wallons qui ne seraient pas européens, ce sont sans doute les seuls qui

le sont à fond. Parce qu'ils défendent le marché intérieur européen qui est celui des PME. Le CETA détruit ce marché. L'Europe cherche des solutions à l'extérieur à ses problèmes intérieurs. Les autres pays sont partants parce qu'ils y trouvent un intérêt national. La commissaire Cecilia Malmström est venue à Namur mais a nié le problème, comme d'autres au niveau fédéral. La Commission n'a qu'à s'en prendre à elle-même. » **A.J.**